



En hausse

L'EMPLOI AMÉRICAIN – Le département du travail américain a annoncé, vendredi 6 juillet, 80 000 créations d'emplois au cours du mois de juin. Le marché en attendait néanmoins 90 000, après 77 000 emplois créés en mai. Le taux de chômage est resté à 8,2% en juin, comme en mai.



En baisse

PLUNA – La compagnie aérienne uruguayenne Pluna s'est déclarée en cessation de paiement, vendredi 6 juillet. Le 15 juin, l'Etat, actionnaire minoritaire (25%), en avait pris le contrôle à la suite du retrait du consortium privé LeadGate.

35000

C'est le nombre d'emplois que le secteur du bâtiment, devrait perdre en 2012, selon Bertrand Sablier, délégué général de la Fédération française du bâtiment, qui évoque « une situation d'urgence ».

Doutes croissants sur le sauvetage de la zone euro

L'Eurogroupe tentera, lundi 9 juillet, de préciser les modalités de l'aide aux banques espagnoles ou à l'Italie

Ever les doutes, tenir les promesses. Lundi 9 juillet, les ministres des finances de la zone euro n'auront pas droit à l'erreur. Après le sommet européen des 28 et 29 juin qui a failli convaincre les marchés, les grands argentiers qui se réuniront à Bruxelles pour un Eurogroupe devront préciser les annonces jugées trop vagues des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union monétaire.

La liste des sujets est longue, allant du sauvetage des banques espagnoles à la renégociation des mesures d'austérité imposées à la Grèce, en passant par la mise en place d'une supervision bancaire européenne. Et l'affaire est mal engagée... Les ministres savent déjà que toutes les décisions ne seront pas prises lundi et envisagent de se reparler, au moins au téléphone, le 20 juillet.

D'ici là, il faudra mettre une sourdine aux déclarations de ceux qui, comme la Finlande, n'hésitent plus à faire étalage de leur désaccord avec certaines décisions.

Vendredi, après s'être entretenu avec Jutta Urpilainen, la ministre des finances du pays nordique, le quotidien financier *Kauppalehti* croyait savoir que le pays « ne s'accrocherait pas à l'euro à n'importe quel prix ». De quoi donner une image un peu plus désastreuse de la solidarité européenne.

« Déclarations d'intention »

Dans ce contexte, l'agenda de l'Eurogroupe promet d'être chargé. D'autant qu'après plus de deux ans de crise, l'agacement des analystes est palpable. « *Le communiqué final du sommet des 28 et 29 juin a donné si peu de détails qu'il est impossible de comprendre le périmètre et l'ampleur des nouveautés* », écrivent les économistes d'UBS dans une note datée du 1^{er} juillet. « *Un classique des politiques européennes* », disent-ils. « *Au-delà des déclarations d'intention, il n'y a rien* », accuse aussi Sylvain Broyer, économiste chez Natixis.

Même le pacte de croissance de 120 milliards d'euros, 1% du produit intérieur brut (PIB) de l'Union européenne, si cher au président François Hollande, est raillé : c'est du « *rooseveltisme lilliputien* », lâche Jean-Marc Daniel, professeur d'économie à l'ESCP-Europe.

Les experts de Natixis regrettent aussi qu'aucun élément concret n'ait été apporté pour jeter les bases d'une union budgétaire, « *condition sine qua non à la viabilité de la zone monétaire* ».

Certes, les analystes saluent cer-



Le président du conseil italien, Mario Monti, et le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, le 2 mars à Bruxelles. FRANÇOIS LENGR/AFP

taines avancées comme le plan de sauvetage des banques espagnoles, susceptible d'atteindre jusqu'à 100 milliards d'euros. Mais ils restent perplexes. Car ce plan doit vaincre une « *incohérence temporelle* », pointe Gilles Moëc, chez Deutsche Bank.

Les Européens ont, en effet, affirmé que, comme le souhaitait l'Espagne, l'aide financière serait

apportée aux banques ibériques mal en point de façon directe afin de ne pas endetter l'Etat espagnol. Un soulagement pour le pays.

Mais l'idée est d'orchestrer cette intervention en utilisant le fonds de secours européens, le FESF, et, surtout, son successeur, le Mécanisme européen de stabilité (MES), dont l'entrée en fonctions, dans le courant de l'été, prend du retard.

L'Allemagne exige qu'une supervision bancaire européenne soit mise en place autour de la Banque centrale européenne, avant toute recapitalisation des banques. Or, « *on n'a pas eu le début d'un commencement de l'ébauche de ce que pourrait être cette supervision bancaire* », note M. Moëc.

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne

(BCE), n'a guère été disert, jeudi, lors de sa conférence mensuelle de politique monétaire, laissant penser que les dirigeants avaient peut-être parlé un peu vite.

Ce chantier s'avère très complexe, reconnaît-on à Bruxelles. Michel Barnier, le commissaire européen aux services financiers, espère faire de premières propositions en septembre. Mais le dispo-

L'union bancaire déchaîne les économistes allemands

Berlin
Correspondant

Le projet d'union bancaire provoqué en Allemagne un très vif débat initié par Hans-Werner Sinn, président de l'institut de recherche économique Ifo. Le 6 juillet, un appel de cet eurosceptique, rejoint par 170 économistes, estime que « *les dettes des banques sont presque trois fois plus grandes que les dettes des Etats et se montent dans les cinq pays en crise à plusieurs milliards d'euros. Les contribuables (...) des pays européens encore solides ne peuvent pas prendre la responsa-*

bilité de garantir ces dettes ». Que la supervision des banques devienne européenne et que les engagements puissent être limités ne change rien à l'affaire, car il y « *aura toujours de nouvelles pressions pour élever le montant des sommes pour lesquelles la responsabilité commune est engagée ou pour échapper aux conditions préalables exigées en contrepartie de cette responsabilité* ». Ils appellent leurs « *concitoyens* » à faire part à leurs députés « *des dangers qui menacent notre économie* ».

La contre-attaque ne s'est pas fait attendre. « *Une zone monétaire*

re commune avec une libre circulation des capitaux ne peut pas correctement fonctionner sans une union bancaire européenne. (...) Les conclusions du dernier sommet vont donc dans la bonne direction », écrivent plusieurs universitaires dans un contre-appel publié vendredi 6 juillet.

De son côté, Peter Bofinger, un économiste de gauche qui fait partie des cinq sages conseillant le gouvernement, a fait savoir que les économistes contre l'union bancaire semblent estimer qu'une sortie de l'Allemagne de l'euro constitue la meilleure solu-

tion. « *Ils devraient expliquer au public quelles seraient les suites à en attendre et comparer avec les risques que représente le soutien direct des banques* » par le mécanisme de stabilité.

Les Allemands sont désemparés. 54% d'entre eux « *ne voient pas encore beaucoup de sens* » à continuer à dépenser des milliards pour sauver l'euro. Mais la popularité d'Angela Merkel atteint des sommets : 66% des Allemands apprécient son travail (+8% en un mois) et 58% jugent qu'elle gère bien la crise de l'euro. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Limites financières

L'autre progrès du sommet des 28 et 29 juin, celui qui consistera à assouplir les conditions de interventions du FESF et du MES sur le marché des dettes souveraines, est fortement relativisé. Présenté comme une victoire de l'Italie et de l'Europe du Sud à même de se doter d'un « bouclier anti-spread » – pour faire retomber les taux des emprunts d'Etat lors d'attaques spéculatives –, ce dispositif se heurte, une fois encore, aux limites financières fixées par l'Europe.

La force de frappe de ces deux fonds s'élève au total à 800 milliards d'euros. C'est beaucoup, mais c'est trop peu pour gérer les imprévus. « *S'il faut racheter des dettes, et recapitaliser les banques italiennes après les banques espagnoles, comment fait-on ?* », s'interroge un analyste.

Les experts espéraient que la BCE, aux capacités illimitées – elle imprime les billets de banque –, viendrait en soutien de ces fonds. Mais jeudi, lors de la réunion de la BCE, M. Draghi a laissé entendre le contraire. ■

CLAIRE GATINOIS ET PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES)

France Télécom mis en examen pour harcèlement moral

Une condamnation éventuelle ouvrirait droit à des indemnités plus élevées pour les plaignants

Une étape importante a été franchie début juillet dans l'enquête sur les suicides chez France Télécom. Le juge d'instruction parisien Pascal Gand a mis en examen trois ex-dirigeants de l'opérateur de télécommunications : Didier Lombard, ancien PDG, Olivier Barberot, ex-DRH, et Louis-Pierre Wenes, ancien directeur de la filiale française. Vendredi 6 juillet, c'est le groupe en tant que personne morale qui a été mis en examen à son tour.

L'information judiciaire avait été ouverte en avril 2010 à la suite d'une plainte déposée au pénal, fin 2009, par le syndicat SUD et à un rapport sévère remis au parquet de Paris par l'inspectrice du

travail Sylvie Catala. Le syndicat CFE-CGC/UNSA avait aussi déposé plainte.

Dans un communiqué, le groupe a pris « *acte de sa mise en examen pour harcèlement moral décidé aujourd'hui... [celle-ci] permet au groupe d'avoir accès au dossier d'instruction et de pouvoir apporter tous les éléments utiles à sa défense* ».

« Le groupe a cautionné »

« *Le groupe a largement cautionné à l'époque les agissements de ses dirigeants, il est normal qu'il assume lui aussi* », a réagi Frédéric Benoist, l'avocat du syndicat CFE-CGC. Si France Télécom était condamné, les plaignants pour-

raient théoriquement compter sur davantage d'indemnités que dans le cas de la condamnation de personnes physiques.

Qu'autant de dirigeants et leur groupe soient mis en examen dans le cadre d'une procédure pénale pour harcèlement moral et que l'entité économique concernée soit aussi importante est une première en France.

L'entreprise NYSE Euronext, l'opérateur de la Bourse de Paris, avait été condamnée pour harcèlement en tant que personne morale, après le suicide d'un salarié, en octobre 2007. Pour Vincent Vieille, ex-inspecteur du travail devenu avocat, dans cette affaire, la responsabilité du suicide n'était plus

le fait d'individus vindicatifs à l'égard d'un employé, mais celle de l'entreprise qui n'a pas « *suffisamment fait attention aux conséquences humaines individuelles de décisions privilégiées dans leur aspect gestionnaire* ». NYSE Euronext avait été condamnée à payer une amende de 50 000 euros, tandis que deux cadres s'étaient vu infliger 4 000 et 7 000 euros d'amende.

En 2006, dans l'affaire des suicides au Technocentre de Renault à Guyancourt, le constructeur avait été condamné à verser des dommages et intérêts pour « *faute inexcusable* » à la famille d'une victime. ■

SARAH BELOUEZZANE ET CÉCILE DUCOURTIEUX

Télécommunications

Une panne de logiciel paralyse Orange pendant douze heures

L'opérateur Orange (28 millions d'abonnés) a présenté, dans la nuit de vendredi 6 au samedi 7 juillet, « *ses excuses à ses clients et à ses partenaires pour les conséquences* » de douze heures de graves perturbations dans les communications téléphoniques, les envois de SMS et l'usage de l'Internet mobile provoqués par la panne d'un logiciel sur « *un équipement essentiel* ».

Celle-ci a également affecté les clients des autres opérateurs – comme Free et les « *opérateurs sans réseau propre* » – dont les appels transitent par le réseau de l'opérateur historique. Orange a indiqué qu'il pensait indemniser ses clients lésés dont il n'est pas en mesure d'apprécier le nombre pour l'instant. Plus de deux cents ingénieurs et techniciens ont été mobilisés pour résoudre cet « *incident exceptionnel* » qui a débuté vendredi vers 15 heures pour s'achever samedi à 3 h 20 avec le retour à la normale de l'Internet mobile. Les équipes demeurent mobilisées durant tout le week-end pour parer à un retour du problème et pour analyser les causes de cet incident « *rare* ». Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, et Fleur Pellerin, ministre déléguée à l'économie numérique, ont rendu visite à la cellule de crise constituée par Orange, afin de s'assurer que cette panne aux conséquences exceptionnelles sur l'ensemble du territoire était en voie de réparation. – (Reuters, AFP) ■

Pertes & profits | CHRONIQUE

PAR JEAN-MICHEL BEZAT



Réduction de voilure

Air France

François Chérèque, le patron de la CFDT, a raison : il a fallu « beaucoup de courage » aux cédétistes d'Air France pour signer, vendredi 6 juillet, l'accord Transform 2015. Et tout autant à FO et aux cadres de la CFE-CGC pour parapher ce plan de sauvetage de la compagnie qui prévoit la suppression de certains avantages, 20 % de gains de productivité, 1,8 milliard d'euros d'économies d'ici à la fin 2014 et 5 122 suppressions d'emplois. Le prix à payer pour rester dans la course contre ses concurrents Lufthansa et British Airways, eux aussi engagés dans une difficile réduction de la voilure.

La Bourse a marqué le coup : le titre a gagné 4,37 % vendredi, affichant une progression de 8 % sur la semaine. Elle a dans le même mouvement salué l'augmentation du trafic passagers (+ 4,6 % en juin par rapport à juin 2011) et le recul moins rapide du trafic fret, un bon indicateur de la conjoncture. L'action revient de loin, la capitalisation d'Air France ayant fondu de 62 % en un an (à 1,2 milliard). Elle regagne péniblement du terrain et a même progressé de 20 % sur un mois. Encourageant.

PDG d'Air France depuis novembre 2011, Alexandre de Juniac a jusqu'à présent bien piloté ce gros-porteur de 49 000 salariés lesté d'une dette de 6,5 milliards. « Il aura un œil neuf pour réagir à la situation et il va réussir », disait de lui Jean-Cyril Spinetta à l'automne dernier, quand il est lui-même redevenu patron opérationnel de l'ensemble Air France-KLM. Le baiser qui tue ? M. de Juniac n'était pas son candidat à la succession de Pierre-Henri Gourgeon. Et M. Spinetta sait qu'un accord sur Transform 2015 n'est pas encore acquis.

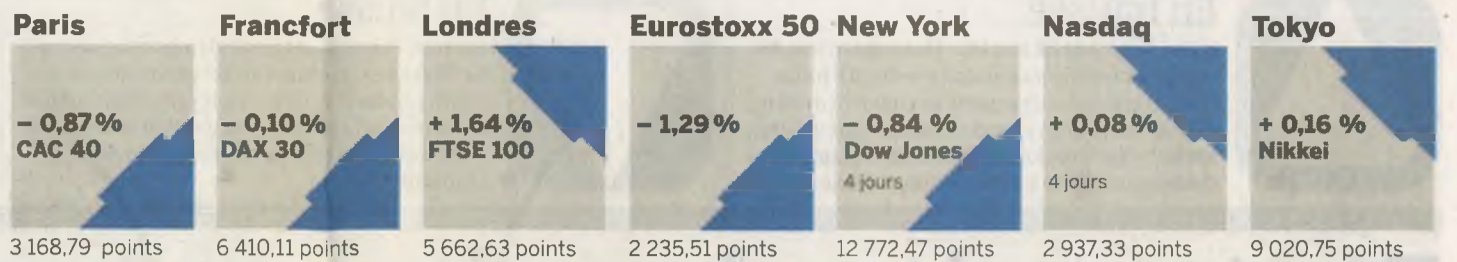
On attend maintenant la réponse des hôtes et des stewards, dont le « oui » est suspendu à la levée de « blocages » sur l'organisation du travail. Et celle des 4 065 « seigneurs du ciel », dont la majorité est regroupée au sein du puissant Syndicat national des pilotes de ligne. M. de Juniac retiendra son souffle jusqu'à ce qu'ils se prononcent par référendum sur son plan avant la mi-juillet.

M. de Juniac retiendra son souffle jusqu'à ce que les pilotes se prononcent

Si des syndicats ont eu le courage d'enterrer des « droits acquis », lui en a eu une bonne dose également pour prendre les commandes d'Air France en pleines turbulences. L'homme a su prouver ses talents de négociateur, affûtés pendant quatorze ans chez Thales. Il lui faudra de tout cela pour relever les défis du redressement financier et commercial de la compagnie où la grève est encore l'arme ultime. ■

rité est regroupée au sein du puissant Syndicat national des pilotes de ligne. M. de Juniac retiendra son souffle jusqu'à ce qu'ils se prononcent par référendum sur son plan avant la mi-juillet.

bezat@lemonde.fr



D'un sommet à l'autre

Enthousiasmés par les décisions européennes, les marchés ont boudé les annonces de la BCE

Personne n'est parfait. Mario Draghi, le très respecté président de la Banque centrale européenne (BCE), jouissait jusqu'à présent d'une réputation sans tache auprès des investisseurs. Mais cette semaine, « super Mario » a déçu. Et pas qu'un peu. Enthousiasmés par les avancées du sommet européen des 28 et 29 juin, les marchés sont restés euphoriques jusqu'en milieu de semaine, avant d'être ramenés sur terre par la réunion du conseil des gouverneurs de la BCE, le jeudi 5 juillet.

A la baisse d'un quart de point des taux directeurs, à 0,75 %, les investisseurs auraient volontiers ajouté une dose de mesure non conventionnelles, ces « shots » de liquidités que M. Draghi leur avait administrés par deux fois, en décembre 2011 et en février 2012. Il avait alors octroyé aux banques de la zone euro des prêts à trois ans à des taux particulièrement avantageux, et racheté des dettes d'Etat. Des actions « bazooka » à la mesure de la crise de l'époque... mais aussi de son regain actuel, ont estimé les investisseurs cette semaine.

En s'en tenant à un recul des taux, M. Draghi a commis sa première faute lourde aux yeux des marchés, habitués à l'activisme bienveillant du successeur de Jean-Claude Trichet. De quoi provoquer

une rechute des Bourses européennes. Sur la semaine du lundi 2 au vendredi 6 juillet, les indices des pays les plus fragilisés du Vieux Continent, l'Espagne et l'Italie, ont reculé respectivement de 5,12 % et de 3,80 %. Les autres ont également peiné : le CAC 40 a baissé de 0,87 % ; le DAX allemand de 0,10 %, tandis que le Footsie londonien parvenait à tirer son épingle du jeu en s'ajugeant +1,64 %.

La crise rattrape l'économie

Aux Etats-Unis, le Dow Jones a perdu 0,84 % sur la semaine et le Nasdaq, l'indice des valeurs technologiques, n'a gagné que 0,08 %. Vendredi 6 juillet, ces indices ont accusé le coup. Les embauches se sont légèrement accélérées en juin, mais sont restées trop faibles pour faire baisser le taux de chômage,

Enquête pénale dans l'affaire des manipulations du Libor

L'office britannique de lutte contre la délinquance financière s'est déclaré compétent, vendredi 6 juillet, pour ouvrir une enquête pénale dans l'affaire de manipulations des taux interbancaires, qui vient de pousser trois dirigeants de la banque britannique Barclays à démissionner. Celle-ci a annoncé, le 27 juin, qu'elle allait payer 290 millions

de livres (365 millions d'euros) pour mettre fin à des enquêtes des régulateurs britannique et américain sur des manipulations des taux Libor et européen Euribor entre 2005 et 2009. Le président de la banque, Marcus Agius, son directeur général, Bob Diamond et le directeur des opérations, Jerry del Missier, ont démissionné cette semaine.

« La situation européenne pèse sur les indices américains, de même que la menace du "fiscal cliff" - la fin des réductions d'impôts datant de l'ère Bush - et la crainte d'une réduction imposée des déficits, qui engendrerait des coupes claires dans le budget de l'Etat », détaille Gregori Volokhine, gérant chez Meeschaert aux Etats-Unis.

Il voit cependant au moins une bonne raison pour les Américains de rester optimiste : contrairement aux Européens, ils peuvent toujours croire en un « super Ben » (Bernanke, le patron de la réserve fédérale américaine). « Les marchés savent que, si l'économie continue à ralentir, la Fed reprendra sa

politique d'assouplissement quantitatif [en faisant tourner la planche à billets] », indique le gérant.

Côté européen en revanche, « l'essentiel des bonnes nouvelles de court terme [est] derrière nous, et [restent] devant nous des éléments qui seront moins favorables », estiment les analystes de CM-CIC. Les investisseurs devront digérer la décision de M. Draghi, mais aussi prendre leur mal en patience pour la mise en œuvre de la feuille de route des dirigeants européens, soulignent-ils. De fait, le sommet de l'Eurogroupe, qui doit réunir lundi 9 juillet les ministres des finances de la zone euro, est censé préciser les directions données à Bruxelles fin juin. Mais il pourrait accoucher d'une souris...

Pour ne rien arranger, la saison des résultats semestriels, qui s'ouvrira lundi 9 juillet avec la publication des comptes du producteur américain d'aluminium Alcoa, s'annonce chahutée. En trois mois, la crise financière a rattrapé l'économie. Pour les analystes de CM-CIC, les publications « devraient conduire à une révision d'environ 5 % des résultats » anticipés par les analystes pour cette année. Et là, difficile de voir qui pourra jouer le Superman. ■

AUDREY TONNELIER

Matières premières Les agriculteurs français vont se faire du blé

Après le maïs, le blé. Les cours du froment sont au plus haut depuis plus d'un an, avec un boisseau qui a fusé à 8,06 dollars à Chicago pour livraison en septembre. Cette hausse impressionnante de 31 % en trois semaines a des causes différentes de celles du maïs ou du soja.

Certes, c'est encore la faute à la météo, mais pas aux mêmes endroits. Il fait trop chaud, trop sec et depuis trop longtemps au Kazakhstan, en Russie et en Ukraine. « Les prévisions font craindre un recul d'une dizaine de millions de tonnes pour la Russie, précise

François Luguenot, responsable de l'analyse des marchés du groupe coopératif français InVivo. Les opérateurs se souviennent que Moscou avait décrétoché, au cours de l'été 2010, un embargo à l'exportation pour préserver son marché intérieur. De plus en plus cher pour cause de sécheresse aux Etats-Unis, le maïs risque d'être remplacé par le blé dans l'alimentation animale. Et, en plus, le phénomène météo El Niño menace les récoltes australiennes. » Autant de facteurs de raréfaction du blé.

Les stocks sont donc annoncés à la baisse en fin de campagne,

d'autant plus que « les Argentins ont délaissé le blé au profit du soja actuellement plus rémunérateur », explique Benoit Labouille, directeur général du cabinet de conseil Offre et demande agricole.

Rendements en hausse

Ilen conclut : « Le ministère américain de l'agriculture prévoit que les stocks vont reculer de 195,5 millions de tonnes pour la saison 2011-2012 à 186 millions en 2012-2013. Autant dire que les importateurs qui ne l'ont pas prévu vont devoir acheter du blé. »

En traversant la France qui

débuté ses moissons, on ne peut manquer d'être impressionné par ses champs plantureux et pas trop abimés par les orages qui ont sévi au cours des dernières semaines.

Selon les premières prévisions de FranceAgriMer, la production française de blé tendre pourrait dépasser 35,9 millions de tonnes en 2012, contre moins de 34 millions en 2011, malgré une légère diminution des surfaces. Les rendements sont, en effet, attendus en forte hausse avec une moyenne nationale estimée à 74 quintaux à l'hectare contre 68 en 2011.

Coûblés les coups de gel de l'hi-

ver qui avaient fait craindre le pire ! Outre-Atlantique, certains se risquent même à prédire que les agriculteurs français raviront, cette année, à leurs collègues américains la première place mondiale d'exportateurs de blé.

« Cela ne me semble pas possible compte tenu des capacités américaines », répond François Luguenot. Mais il est vrai qu'on est partis, en France, pour une très belle année. « Amérique et Europe centrale en panne, prix et rendements en hausse en France : que demander de mieux ? »

ALAIN FAUJAS



Capitiaux Isabelle Ehrhart Remarquable

Peu d'émissions obligataires en euros de la part d'entreprises non financières en ce début juillet. Le français Lafarge, spécialiste en matériaux de construction, l'opérateur gazier italien SNAM (Societa Nazionale Metanodotti) et le groupe minier brésilien Vale ont fait l'animation.

Chaque émission a toutefois été encourageante, à sa façon. Lafarge parce qu'il s'agit d'une valeur très cyclique, des titres boudés en cette période de crise et qui ont trouvé preneurs moyennant un coupon de 6 % à sept ans. La SNAM en raison de sa nationalité italienne : il n'est pas toujours facile d'emprunter lorsque l'on appartient à un pays « périphérique » ; enfin Vale, une non-européenne : cela faisait un moment que l'on n'en avait pas vu sur le marché. Au total, 2,25 milliards d'euros ont été empruntés en trois opérations remarquables.

Les banques ont aussi bénéficié de l'euphorie qui a suivi le sommet européen de fin juin, émettant en rafale, le 30 juin et les 2 et 3 juillet. Le marché s'est ensuite refermé dans l'attente de la réu-

nion de la Banque centrale européenne du jeudi 5 juillet.

Il y a eu les classiques établissements nordiques, Svenska bank ou Nordea, une néerlandaise, ING, une française, la Société générale, et son opération de 1,75 milliard d'euros. Mais surtout une italienne : Intesa a emprunté 1 milliard d'euros à trois ans, la maturité sollicitée pour la plupart des opérations bancaires. La banque, une des plus grandes italiennes, a dû payer une prime de risque de 430 points de base. En janvier 2010, pour un emprunt de même maturité, Intesa avait payé 35 points de base, soit 12 fois moins.

Ce n'est pas sans rapport. Au 30 juin, un mouvement constaté au premier trimestre s'est trouvé confirmé : l'importance accrue du marché obligataire par rapport au crédit bancaire. En six mois, les entreprises européennes notées dans la catégorie investissement ont levé près de 90 milliards d'euros sur le marché obligataire tandis que le montant des prêts octroyés n'atteignait « que » 75 milliards d'euros. ■

Taux et changes

Une BCE « pathétique » aux yeux des marchés

Italien de naissance, Allemand d'adoption ? Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE) a confirmé, jeudi 5 juillet, sa réputation de « M. Ailleurs », effaçant le cliché d'homme frivole et dépensier qui colle à la peau de ses compatriotes.

Les marchés auraient bien vu en lui l'homme providentiel à même de faire tout, voire n'importe quoi, pour sauver une zone euro à la dérive. A moitié convaincu par les promesses des dirigeants : l'Union lors du sommet des 28 et 29 juin, les investisseurs attendaient de la BCE une action « coup-de-poing ». Comme, par exemple, la promesse d'un prochain « LTRO », - ce dispositif qui consiste à arroser les banques de liquidités -, ou encore un « SMP » - permettant à la BCE de racheter les dettes d'Etats afin de faire retomber leurs taux d'intérêt en cas d'attaques spéculatives.

Mais non. Le sujet, a expliqué M. Draghi jeudi, à l'issue du conseil des gouverneurs à Francfort, n'a même pas été abordé entre banquiers centraux. C'est ce qui s'appelle « fermer

des portes », notent les économistes de la Deutsche Bank. La BCE semble ainsi avoir ramené les Etats à leurs responsabilités, les obligeant à agir - seuls - pour contrer la défiance des investisseurs.

Sur le marché, l'effet a été sanglant. A l'issue de la conférence de M. Draghi, les taux des emprunts à dix ans espagnols et italiens sont remontés en flèche, atteignant 6,8 % et 5,9 % vendredi. Une zone d'attente pour des pays assommés par le service de la dette.

Forcer les banques à prêter

Les investisseurs n'ont eu droit qu'à une baisse des taux. Historique, puisque l'autorité monétaire a ramené le loyer de l'argent de 1 % à 0,75 %. Mais sans surprise, puisque tout le monde s'y attendait. Et insuffisante pour soulager une économie promise à la récession.

Miné par l'effondrement de l'activité grecque, portugaise, italienne et espagnole, le produit intérieur brut (PIB) des dix-sept membres de l'Union monétaire devrait se contracter aux deuxième et troisième trimestres de 0,2 % et 0,1 %,

pensent désormais les instituts de statistique français (Insee), allemand (IFO) et italien (Istat).

Dans ce contexte, la baisse des taux de la BCE est « pathétique », lâche, cruel, l'économiste américain Barry Eichengreen, professeur à l'université de Berkeley, en Californie. Le mot est fort. Mais l'action de la BCE, uniforme en zone euro, ne peut, de fait, plus gérer l'asymétrie de ses Etats membres avec des pays du Nord plutôt en forme (Allemagne, Finlande) et des pays du Sud en perdition (Grèce).

Son geste à 0,25 point semble d'autant plus dérisoire que la zone euro n'est plus seule dans la tourmente. Pour preuve, les banques centrales du monde entier (Chine, Angleterre, Danemark...) agissent les unes après les autres pour tenter de soutenir leurs économies en réduisant leurs taux directeurs. « Bienvenue dans le monde des taux réduits », en concluait le Wall Street Journal du 6 juillet.

Mais au lieu de soulager les investisseurs, ces manœuvres inquiètent, confirmant que l'économie va mal et que le crédits s'assè-

che. Certains signaux ne trompent pas : la banque du Danemark a décidé de forcer les banques à payer pour mettre leur argent à l'abri dans les caisses de la banque centrale. Un peu comme on paierait une place de parking sécurisé.

Pour les investisseurs, la chose est entendue : si les banques centrales déploient de telles tactiques, c'est pour forcer les établissements financiers à prêter aux ménages et aux entreprises, et soutenir une économie qui s'essouffle. ■

CLAIRE GATINOIS

La page « Marchés » s'interrompt et reprendra dans le numéro du samedi 1^{er} septembre (daté 2-3).

La société des lecteurs du « Monde »

Cours de l'action
VENDREDI 6 JUILLET : 1,63 euro
Société des lecteurs du « Monde »,
80, boulevard Auguste-Blanqui,
75707 Paris Cedex 13.
Tél. : 01-57-28-25-01.
Courriel : sdl@lemonde.fr

1 € = 1,2290 \$ • Taux à 10 ans (France) = 2,375 % • Taux à 10 ans (US) = 1,550 %

Le grand dessein d'Angela Merkel



Angela Merkel au Bundestag, en octobre 2011.

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Berlin
Correspondant

Dimanche 8 juillet, trois heures durant, Angela Merkel et François Hollande revisiteront l'Histoire. Le président de la République doit en effet accueillir la chancelière à Reims, là où, cinquante ans plus tôt, le général de Gaulle avait reçu Konrad Adenauer. Bombardée par l'artillerie allemande durant la première guerre mondiale mais aussi lieu du sacre des rois de France, Reims était, pour le général de Gaulle, la ville la mieux à même d'abriter la réconciliation entre les deux pays. Deux mois plus tard, en septembre 1962, le chef de l'Etat se rendait à son tour en Allemagne. Son discours à la jeunesse, prononcé à Ludwigsburg, est resté célèbre : « *Je vous félicite d'être de jeunes Allemands, c'est-à-dire les enfants d'un grand peuple. Oui ! D'un grand peuple !* » Le 22 janvier 1963, le traité de l'Elysée signé par les deux hommes scellera cette réconciliation.

Cinq décennies plus tard, Angela Merkel et François Hollande vont donc rendre hommage à leurs prédécesseurs et lancer « l'année franco-allemande ». Le 22 septembre, François Hollande fera à son tour le voyage à Ludwigsburg et les deux Etats fêteront en grande pompe, le 22 janvier 2013, le demi-siècle d'un traité devenu mythique. Les 40 ans ayant été célébrés par une séance commune de l'Assemblée nationale et du Bundestag à Versailles, le prochain anniversaire se déroulera essentiellement en Allemagne. Joachim Gauck, le président de la République allemande, s'en est entretenu avec François Hollande lors d'une visite à l'Elysée le 2 juillet.

Mais les temps ont changé : si François Hollande et Angela Merkel se rencontrent infiniment plus souvent que Charles de Gaulle et Konrad Adenauer, ils se voient beaucoup moins longtemps. En 1962, le chancelier était resté près d'une semaine en France. Dimanche, Angela Merkel atterrira à 11 heures et repartira trois heures plus tard. Le sommet franco-allemand envisagé après le déjeuner a dû être annulé. Entamant le lendemain un voyage officiel en Indonésie, la chancelière est pressée de rejoindre Berlin. Tout un symbole.

Il y a cinquante ans, De Gaulle tenait à un traité bilatéral avec l'Allemagne. Le Bun-

destag (qui, déjà, avait infiniment plus de poids que l'Assemblée nationale) y ajouta un préambule inscrivant le texte dans le cadre des traités internationaux signés par la toute jeune République fédérale. En clair, la réconciliation avec Paris ne devait pas fâcher Washington. Aujourd'hui, François Hollande qui, pendant la campagne électorale, avait caressé l'ambition de signer un nouveau traité, a dû y renoncer. L'Allemagne n'y est pas favorable.

La grande affaire de la chancelière, désormais, c'est l'Union politique. Un dossier sur lequel la France ne sera pas moteur, Angela Merkel le sait parfaitement mais auquel elle tient. A la fois par intérêt et par conviction. Par intérêt ? Angela Merkel, qui espère bien être réélue en 2013, est à la recherche d'un grand dessein. Outre la sortie du nucléaire, l'Union politique est l'autre grand thème capable de couper l'herbe sous le pied des dirigeants sociaux-démocrates et écologistes. Par conviction ? Angela Merkel élude parfois les questions, tergiverse souvent mais ne ment pas. Cette fille de pasteur aime à rappeler qu'elle est devenue physicienne car « *en RDA, une activité scientifique était la promesse d'un travail au plus près de la vérité* ». Or, celle-ci est doublement mère pour les Européens. « *En 1950, un homme sur cinq dans le monde était un Européen. Aujourd'hui, c'est un sur quatorze et demain ce sera encore moins* », martèle-t-elle. Pour elle, l'Europe n'est pas un choix, c'est une nécessité.

« Elle ne vit pas l'Europe avec la même émotion qu'Helmut Kohl. Elle a malheureusement une approche plus technique »
Gunther Krichbaum
député (CDU)

Or, deuxième constat, la Grèce a révélé un mal plus profond. Les pères fondateurs de l'euro n'ont fait que la moitié du chemin. « *La mission de notre génération est maintenant de compléter l'union économique et monétaire et de créer, petit à petit, une union politique* », expliquait en novembre 2011 la présidente de la CDU devant le congrès de son parti. Prononcée par Hel-

La chancelière célèbre à Reims le 50^e anniversaire de la réconciliation franco-allemande, dimanche 8 juillet. Mais la France n'est plus son horizon. Angela Merkel est en campagne pour l'Europe de demain, une Europe qu'elle veut politique. Par conviction autant que par intérêt

mut Kohl ou Helmut Schmidt, une telle déclaration aurait à coup sûr été saluée par un tonnerre d'applaudissements et fait la « une » des journaux. Dans la bouche d'Angela Merkel, la vision politique s'apparente à un simple diagnostic. « *Applaudissements épars* », dit d'ailleurs le compte-rendu officiel de la séance.

« *De fait, elle ne vit pas l'Europe avec la même émotion qu'Helmut Kohl ou Wolfgang Schäuble [le ministre des finances]. Elle a malheureusement une approche plus technique. Seul le football semble l'émouvoir* », constate Gunther Krichbaum (CDU), président de la commission Europe au Bundestag. Ce discours sans grandiloquence n'a pas que des inconvénients : au cours de ce même congrès, les délégués ont approuvé sans véritable débat l'élection du président de la Commission européenne au suffrage universel, ce qui constituerait pourtant une véritable révolution. « *Vous verrez qu'elle sera candidate. Et que Nicolas Sarkozy le sera aussi* », pronostique alors un ministre, à moitié sérieux.

Le fait est qu'Angela Merkel entre alors en campagne. Pas pour elle, bien sûr. Pour l'Europe de demain. Depuis le mois de janvier, la chancelière qui, selon son entourage, serait le seul chef d'Etat et de gouvernement européen à s'être déjà rendu dans les 26 autres pays de l'Union européenne, reçoit discrètement ses homologues par petits groupes. Pas à Berlin où il est difficile d'échapper aux points de presse. Dans le château de Meseberg, une résidence officielle située à 70 kilomètres au nord de la capitale. Une distance suffisante pour éteindre la curiosité des médias. Dans le même temps, Guido Westerwelle, le ministre des affaires étrangères, lance de son côté une réflexion avec ses homologues sur « *l'avenir de l'Europe* ».

Les deux initiatives ont un point commun : elles laissent la France de côté. Ni Nicolas Sarkozy ni Alain Juppé ne participent à ces agapes. Officiellement parce que les contacts entre dirigeants français et allemands sont quasi quotidiens. En fait, en pleine campagne électorale et dépossédée de son triple A par l'agence de notation Standard and Poor's, la France n'est déjà plus le premier pays que l'Allemagne cherche à convaincre avant d'aller plus loin. Jusqu'où ?

Dans une interview parue le 25 janvier dans cinq journaux européens (dont *Le Monde*), Angela Merkel précise sa pensée : « *Au fil d'un long processus, nous transférerons davantage de compétences à la Commission, qui fonctionnera alors comme un gouvernement européen pour les compétences européennes. Cela implique un Parlement fort. Le Conseil qui réunit les chefs de gouvernement formera pour ainsi dire la deuxième chambre. Pour finir, nous avons la Cour européenne de justice comme cour suprême. Cela pourra être la configuration future de l'Union politique européenne.* »

A Berlin, les diplomates sont sidérés. « *Cette interview fera date* », dit-on à l'ambassade de France. En pleine campagne, Nicolas Sarkozy et François Hollande décident pourtant de la passer sous silence. Qu'il soit conservateur ou socialiste, l'hôte de l'Elysée traduira toujours « transfert » par « abandon » de souveraineté. L'entourage d'Angela Merkel, volontiers moqueur devant les ors et le faste de l'Elysée, n'en a cure. Les dirigeants du SPD non plus d'ailleurs. « *Les Allemands sont prêts. Pour la Grande Nation, ce sera plus difficile* », reconnaissent les responsables politi-

ques allemands, légèrement narquois. Le « saut fédéral » est néanmoins entré dans le débat politique.

Mais Angela Merkel ne déteste pas les conflits. Même avec ses amis. Le 19 octobre 2011, Nicolas Sarkozy s'invite inopinément à Francfort où la chancelière assiste aux adieux de Jean-Claude Trichet à la Banque centrale européenne. Une fois de plus, le président français estime que l'euro est en danger et qu'il faut agir sans tarder. Peu sensible au fait que le chef de l'Etat soit à nouveau papa depuis quelques heures, la chancelière prévient un collègue allemand : « *S'il compte imposer ses vues, il va passer une mauvaise soirée.* » Ce sera effectivement le cas. Il n'y a pas eu la moindre avancée. Même scénario le 7 juin. Angela Merkel reçoit David Cameron. Le premier ministre britannique l'enjoint à son tour d'agir rapidement pour défendre la monnaie européenne. « *Eh bien, si tout le monde est impatient, moi au moins je dois être patiente* », lance la chancelière, tout sourire, face à un invité peu sensible à cette pointe d'humour tout britannique.

Outre le poids de l'Allemagne et le fait qu'elle soit désormais l'une des plus anciennes à la table du Conseil européen, Angela Merkel dispose d'un autre atout : sa connaissance impressionnante des dossiers. Devant ses invités italiens, elle détaille sans peine le calendrier et le montant des émissions d'obligations que Rome va devoir placer cette année. En visite à Prague, elle improvise un discours sur l'énergie en République tchèque. La physicienne déteste les approximations et les mensonges. En permettant à des pays non compétitifs comme la Grèce de s'endetter au même taux que l'Allemagne, l'Europe a fait fausse route, estime-t-elle. « *C'est de courage politique, pas d'aide financière que ces pays ont besoin* », expliquent ses conseillers.

« *Je suis convaincue qu'il ne faut pas tourner le dos aux problèmes rencontrés. L'harmonie n'est pas une fin en soi pour l'Europe. Le point crucial revient à construire l'Europe sur des fondations solides.* » Prononcés à Bruges (Belgique), devant le Collège d'Europe en novembre 2010, ces propos reflètent on ne peut mieux la pensée d'Angela Merkel sur l'Europe... et sans doute aussi sur la relation franco-allemande. Si jamais, à Reims, l'émotion est au rendez-vous, elle risque de n'être que fugitive. ■